

GESTION DES DÉCHETS BIOMÉDICAUX

L'incinérateur sans fumée de l'hôpital Fann, symbole de la transition écologique

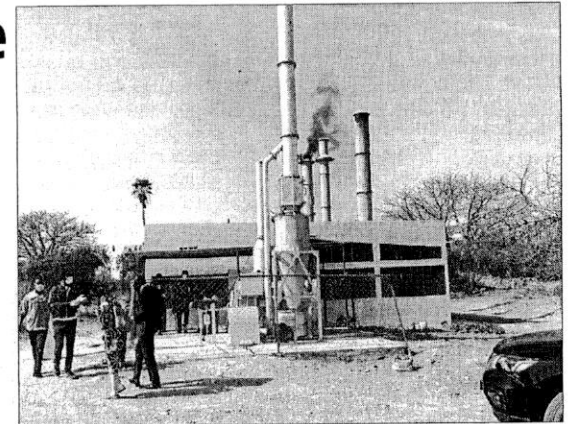
La Coopération japonaise a entamé, ce lundi 14 février, sa tournée de quatre jours à Dakar et à Kaolack par une visite de l'incinérateur sans fumée de l'hôpital Fann. Cette technologie, d'une valeur de 82 millions de FCfa, est acquise grâce au partenariat entre le Japon et le Sénégal, pour une meilleure gestion des déchets biomédicaux.

Derrière le Service des maladies infectieuses et tropicales (Smit) de l'hôpital Fann, dans un coin qui s'ouvre sur la corniche ouest, émergent deux immenses incinérateurs. L'un, de couleur bleue, laisse échapper des cheminées une

fumée noire et l'autre, d'une peinture grise, dégage de la vapeur. Entre ces deux infrastructures, il y a une technologie de dernière génération. C'est le symbole d'une mutation qui s'opère. Acquis depuis un an grâce à la Coopération

japonaise, le nouvel incinérateur permet une meilleure gestion des déchets biomédicaux. Le dos courbé, mains couvertes de gants, Oumar Dabo, l'un des techniciens, subit la chaleur du four. Il jette des cartons d'injection dans un feu tout rouge. D'une petite voix, il énumère les caractéristiques de l'appareil aux « avantages écologiques ».

« Il s'agit d'un incinérateur qui ne dégage pas de fumée, contrairement aux autres ; ce qui permet de préserver l'environnement », explique-t-il sous le bruit modéré de la machine. Sa capacité d'incinération est de 500 kilogrammes de déchets biomédicaux par jour. Il brûle jusqu'à 1100 degrés. En plus de ces fonctionnalités, il est doté d'un système de récupération d'eau chaude pour faire le linge. Elle peut également d'être utilisée pour créer une source d'énergie, selon le technicien Dabo. L'incinérateur peut fonctionner à double régime, soit par fuel ou par électricité. D'un montant de 82 millions de FCfa, il est le fruit de la coopération entre le Sénégal et le Japon à travers l'entreprise de promotion technologique « Chiwa » basée à Tokyo. Il s'agit d'un des nombreux acquis de ce partenariat, selon la représentante de la Coopération japonaise, Yaoyi Takita. « Nous menons pas mal d'activités dans maints domaines avec



L'incinérateur de l'hôpital Fann est doté d'un système de récupération d'eau chaude pour faire le linge.

le Sénégal et des structures comme l'hôpital Fann. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la huitième édition de la Ticad qui se tiendra les 27 et 28 août prochains. C'est pour donner une meilleure visibilité à cette protection de notre coopération pour les secteurs clés comme la santé. Cet incinérateur est l'un des fruits de ce partenariat », s'est réjouie Mme Takita. Accueillant la délégation japonaise, le Directeur de l'hôpital Fann, Cheikh Tacko Diop, a magnifié l'apport de cet incinérateur dans la gestion des déchets biomédicaux. « C'est un long parcours. Nous avons travaillé avec le Japon sur plusieurs projets.

Certaines technologies ont permis d'améliorer la qualité des soins dans nos services. Cet incinérateur est venu au bon moment, car le premier était en fin de cycle alors que nous devons gérer les déchets de la Covid-19. Aujourd'hui, avec l'incinérateur sans fumée, on peut travailler en continu sans gêner le voisinage », a indiqué M. Diop, soulignant avoir noué une collaboration avec des structures privées dans le cadre d'une prestation payante. Une duplication du modèle est prévue, afin que tous les hôpitaux du pays puissent profiter de la technologie.

Demba DIENG

le
Soleil
2/15
5th

COVIR

Incinérateur

Le Centre hospitalier national universitaire de Fann a été équipé d'un incinérateur de déchets biomédicaux d'une capacité journalière de 500 kilogrammes, grâce à l'aide du Japon. L'appareil a été présenté à des journalistes, à l'occasion de la Revue annuelle de la coopération entre le Japon et le Sénégal. «L'incinérateur de déchets biomédicaux sans fumée a été réceptionné et installé depuis novembre 2021», a précisé le directeur du Chnu de Fann, Cheikh Tacko Diop, ajoutant qu'il a coûté 82 millions de FCfa. «Avec une capacité journalière de 500 kilogrammes, l'incinérateur prend entièrement en charge les déchets de l'hôpital, sans gêner notre voisinage immédiat», a-t-il souligné. L'incinérateur qu'utilisait l'hôpital n'est plus en bon état, selon Cheikh Tacko Diop. Oumar Dabo, un technicien chargé de l'exploitation du nouvel appareil, affirme qu'il peut «brûler les déchets jusqu'à plus de 1 100 degrés».

Pays en développement prône une t rapide

tes et les hausses de taux d'intérêt posent de nouveaux défis pour la reprise, ceux-ci doivent s'employer à assainir leur secteur financier».

dialogue@lequotidien.sn



David Malpass, président de la Banque mondiale

Appui du Japon au Sénégal dans le domaine de la santé L'hôpital Fann, le grand gagnant

Par Malick GAYE

Le Japon est un allié de taille du Sénégal au regard de son appui. En effet, pas moins de 579 milliards de francs Cfa, dans le cadre multilatéral, ont été décaissés en faveur du Sénégal. Cette somme ajoutée au 20,2 milliards d'aide bilatérale fait du Japon un partenaire privilégié. C'est dans cette logique que l'ambassade nipponne a organisé une visite pour constater de visu l'avancée des projets financés dans le cadre de la coopération. D'un montant de 82 millions de francs Cfa, l'incinérateur de l'hôpital Fann de Dakar est d'une grande importance dans la lutte contre la pandémie. En effet, installé depuis une année, l'appareil permet de détruire les déchets biomédicaux dans le strict respect de l'environnement. Cet appareil n'émet pas de fumée comme les machines que le Sénégal utilise pour se séparer de ses déchets médicaux. Grâce à un système qui combine air, eau et diesel, la machine ne laisse échapper que de la vapeur d'eau. Ce qui a

certainement enchanté les riverains de l'hôpital Fann. En effet, avec l'ancien incinérateur, c'est de la fumée toxique qui s'échappait de la cheminée. Ce qui indisposait les maisons environnantes. «Nous avons reçu cet incinérateur dans le cadre la collaboration avec le Japon. Il faut dire qu'il est différent des autres incinérateurs qui laissent échapper beaucoup de fumée. En plus de sa grande capacité, elle n'émet que de la vapeur d'eau. Il peut incinérer 500 kg de déchets biomédicaux par jour. Ce qui permet de prendre en charge totalement les déchets de l'hôpital, mais aussi d'autres structures à qui nous facturons le service. La machine nous a permis d'avoir de meilleurs rapports avec le voisinage. D'un coût de 82 millions, cet appareil a permis de supprimer ce type de difficulté. Il a aussi permis d'intervenir de manière importante dans la gestion des déchets Covid-19, aussi bien ici que dans les structures de santé qui recevaient des patients avec beaucoup de déchets qu'elles ne

pouvaient incinérer. Nous prenons gratuitement en charge pour les structures publiques», a déclaré le Directeur général de l'hôpital de Fann. Le Japon ne s'est pas limité qu'au don de cet incinérateur.

«Le gouvernement du Japon a choisi l'Onudi pour aider les pays en développement à lutter contre la pandémie du Covid-19. Sur un fonds japonais, l'Onudi a lancé une plateforme avec des technologies durables qui peuvent être adaptées dans nos pays. La société Shuwa industrial a été sélectionnée. Sa technologie facilement adaptable chez nous, peut contribuer à lutter contre la Covid-19. Nous avons facilité le transfert de l'équipement et à la formation du staff de Fann. C'est un transfert de technologie», a informé Nafissatou Ndiaye, la conseillère au Bureau de l'Onudi de Tokyo basé à Dakar. Elle a aussi déclaré que si les résultats sont probants, les autres structures sanitaires publiques du pays pourraient bénéficier de cette technologie.

mgaye@lequotidien.sn

La Jica accompagne le Sénégal

Par Malick GAYE

Si des avancées notoires ont été enregistrées dans le domaine de la santé, grâce à la coopération japonaise, l'éducation aussi n'est pas en reste. En effet, conscient de l'importance de la ressource humaine dans le développement du Sénégal, le Plan Sénégal émergent (Pse) accorde une priorité non négligeable au capital humain. C'est dans cette optique que le Sénégal veut renverser la tendance sur les matières scientifiques. Le pays veut amener ses apprenants à choisir ces matières comme base de leurs formations plutôt que des littéraires. Ainsi, un important programme est en cours. Le Projet d'amélioration des apprentissages en mathématiques à l'élémentaire est dans sa deuxième phase. Financé à hauteur de 860 millions de francs Cfa par la Jica, le Paame veut, comme son nom l'indique, améliorer les compétences de base en mathématiques de tous les élèves de l'enseignement élémentaire. Il vise, par la mise en œuvre d'un modèle durable, à augmenter la qualité des apprentissages des élèves en mathématiques. Le projet est divisé en 3 vagues. La première concerne les écoles de Thiès, Fatick, Kaolack et Kaffrine pour l'année scolaire 2021-2022. La deuxième vague devra enrôler les écoles de

Ziguinchor et Sédhiou en 2022-2023. Pour la dernière vague, les régions de Saint-Louis, Louga, Matam, Kolda et Kédougou vont être enrôlées pour la dernière année du projet. Ainsi, 612 inspecteurs d'académie, 8700 directeurs d'école, 55 mille enseignants pour 1 million 864 mille 400 élèves sont concernés par ce programme. Qui est lancé depuis novembre 2020 et qui doit finir en 2025.

«Au niveau du moyen-secondaire, il y a une souffrance des filières scientifiques et technologiques. L'Etat du Sénégal veut rendre ces filières plus attrayantes et attractives. La Jica nous accompagne techniquement et financièrement. Cette année, elle nous a permis de former 3163 directeurs d'école et enseignants. Ces acteurs ont eu à démultiplier ces formations au niveau l'inspection d'enseignement. Jica nous a épaulés pour mettre au niveau de chaque école, un plan d'actions volontariste basé sur la qualité», a déclaré Ibrahima Seck, le coordonnateur du projet lundi, lors d'une visite dans la région de Kaolack. Ibrahima Seck a aussi affirmé que le Paame met le focus sur l'apprentissage. Les élèves sont accompagnés à travers l'augmentation du volume et de la qualité des apprentissages au courant et en dehors des heures officielles avec le recrutement de facilitateur communautaire.

mgaye@lequotidien.sn

déchets biomédicaux dans le strict respect de l'environnement. Cet appareil n'émet pas de fumée comme les machines que le Sénégal utilise pour se séparer de ses déchets médicaux. Grâce à un système qui combine air, eau et diesel, la machine ne laisse échapper que de la vapeur d'eau. Ce qui a

strage. D'un coût de 62 millions, cet appareil a permis de supprimer ce type de difficulté. Il a aussi permis d'intervenir de manière importante dans la gestion des déchets Covid-19, aussi bien ici que dans les structures de santé qui recevaient des patients avec beaucoup de déchets qu'elles ne

technologie, à l'initiative de Nafissatou Ndiaye, la conseillère au Bureau de l'Onudi de Tokyo basé à Dakar. Elle a aussi déclaré que si les résultats sont probants, les autres structures sanitaires publiques du pays pourraient bénéficier de cette technologie.

mgaye@lequotidien.sn

Yayoi Takita, Première secrétaire de l'ambassade du Japon à Dakar «Nous voulons contribuer au développement économique du Sénégal»

Quelle est l'utilité de l'incinérateur que le Japon a offert au Sénégal ?

Il y a beaucoup de projets financés par le gouvernement du Japon mis en œuvre soit par le système des Nations unies soit l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica). Cette semaine, nous avons ciblé quelques projets du secteur social. C'est ainsi que nous nous sommes rendus au Centre hospitalier et universitaire de Fann pour le projet de don d'un incinérateur de déchets biomédicaux. Ce don du Japon a été mis en œuvre par l'Onudi. Son objectif est de promouvoir le partenariat public-privé. C'est la raison pour laquelle nous avons collaboré avec la société Shuwa industrie, un producteur d'incinérateurs sans fumée. Cette machine est respectueuse de l'environnement. Nous sommes à la phase d'expérimentation. C'est à l'hôpital Fann de dire si cette technologie est

Propos recueillis par Malick GAYE - mgaye@lequotidien.sn

favorable au contexte sénégalais. Le ministère de la Santé et de l'action sociale va donner son avis pour voir s'il y a une perspective pour l'étendre dans les autres structures de santé.

Parlez-nous de l'importance du Paame

Nous nous sommes rendus à Kaolack pour voir l'état d'avancement du Programme d'amélioration de l'apprentissage des mathématiques à l'élémentaire. Nous sommes à la deuxième phase du projet. Qui est un projet de coopération technique mis en œuvre par la Jica. Une équipe d'experts japonais est affecté au ministère de l'Education nationale du Sénégal. Elle va aider à la duplication du modèle japonais de l'enseignement des mathématiques aux enfants. Vous avez eu à le voir, les élèves utilisent des instruments pour visualiser les enseignements. Cela permet à l'élève de cerner directement le problè-

me. A terme, nous voulons aider le Sénégal à faciliter l'enseignement de cette matière afin d'attirer le plus grand nombre dans les matières scientifiques.

Pourquoi avoir choisi de cibler le secteur social comme axe de la coopération ?

Dans le cadre de la politique d'assistance du Japon, il y a plusieurs domaines prioritaires. Cette fois-ci nous avons ciblé le domaine social. Le gouvernement du Japon soutient l'amélioration de la qualité d'enseignement des mathématiques. Nous accompagnons la généralisation de l'éducation de qualité tout en tenant compte de l'accessibilité. Cela s'inscrit dans l'orientation de notre assistance au Sénégal. L'objectif est de contribuer à l'économie, au développement économique du pays. Cela passe par le renforcement des ressources humaines.

Walf Quotidien
(2/15)
Page 4.

APPRENTISSAGES

MATHEMATIQUES A L'ELEMENTAIRE

Le Sénégal s'inspire du modèle nippon

(Envoyé spécial à Kaolack) -

Les autorités éducatives du Sénégal s'orientent davantage dans le développement des sciences et de la technologie. Conscientes de l'importance des mathématiques et la technologie pour faire émerger un pays, les autorités ont mis en place le Projet d'amélioration des apprentissages en mathématiques à l'élémentaire (Paame). Le projet qui est à sa deuxième phase a formé plus de 3 000 enseignants dans cette discipline au niveau de la capitale du Saloum. L'annonce est de l'Inspecteur d'académie de Kaolack Siaka Goudiaby lors d'une visite de l'ambassadeur du Japon. «Le Japon à travers le Paame a montré qu'on peut enseigner les mathématiques de manière très simple. On n'a pas besoin de développer une peur ou une publicité négative sur les mathématiques et les sciences. Ici à Kaolack, 3 000 enseignants ont été formés dans le cadre de ce projet Paame. Lorsqu'on forme, on est à coup sûr de toucher les apprenants», a expliqué l'ia de Kaolack.

Revenant sur le développement de l'enseignement des disciplines scientifiques, il signale : «On est satisfait de cette orientation du Paame qui est conforme aux orientations du Paqueb et conforme à la décision numéro 1 issue des décisions des assises de l'éducation et de la formation tenues à Dakar en 2014». Dans cette dé-

cision numéro 1, il a été stipulé qu'il faudrait réorienter le système d'enseignement d'apprentissage vers les mathématiques, la technologie, le numérique et les Tic. Cela veut dire que le Sénégal est très conscient des limites de son système par rapport à l'enseignement des mathématiques et des sciences. «Aujourd'hui, nous peinons à avoir des professeurs en nombre suffisant en mathématiques et en sciences. Les diagnostics ont révélé que les élèves sont faibles dans ces disciplines. Or les grands scientifiques, les éminents pédagogues, les psychologues ont reconnu que les mathématiques et les sciences sont à la portée de tous. Elles peuvent s'enseigner à partir du préscolaire», fait savoir M. Goudiaby, qui reste persuadé que l'enjeu de notre développement aujourd'hui, c'est la maîtrise des sciences. «Si on maîtrise les mathématiques et les sciences, on est sûr d'avoir une expertise assez avérée dans les domaines mathématiques et scientifiques pour combler et amorcer notre développement. Les pays émergents comme le Japon, le Brésil, l'Inde, la Malaisie, Singapour et l'Afrique du Sud forment chaque année le plus grand nombre d'ingénieurs. Cela veut dire que si on veut véritablement être émergent, il faut opter pour l'enseignement des sciences et les mathématiques», a développé l'ia de Kaolack.

Magib GAYE

Le comité national du projet Paame fait cap sur 2025

Une délégation de la coopération japonaise a eu, le 14 février dernier, une séance de travail avec l'inspecteur d'académie de Kaolack et le Comité national du Projet d'amélioration des apprentissages en mathématiques à l'élémentaire (Paame). À cette occasion, les défis de la phase 2 ont été présentés. À l'horizon, elle compte rendre attrayantes les disciplines scientifiques et technologiques en mettant la communauté au cœur du système.

Grâce à un accompagnement technique et financier de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), le Sénégal a mis en œuvre, entre 2015 et 2019, la phase pilote et la première phase du Projet d'amélioration des apprentissages en mathématiques à l'élémentaire (Paame). Des résultats jugés satisfaisants ont été enregistrés. C'est le constat fait, le 14 février dernier, lors d'une séance de travail entre une délégation de la coopération japonaise et l'inspecteur d'académie de Kaolack.

La phase pilote, qui a concerné la région de Fatick, a permis de former, entre autres, 8 inspecteurs, 21 directeurs d'école, 21 comités de gestion d'équipes et plus de 4.500 élèves. La phase 2 -entamée en 2021- veut aller plus loin. Elle devrait, à terme, toucher 612 inspecteurs, 55.500 enseignants ainsi que 1.864.400 élèves sur le territoire national. L'un des objectifs est également de mailler tout le pays. En 2021-2022, les zones d'intervention seront Kaolack, Kaffrine, Rufisque, Thiès et Fatick. En 2022-2023, il s'agira d'intégrer les académies de Pikine-Guédiawaye, Diourbel, Tambacounda, Sédhiou et Ziguinchor. En 2023 et 2024, ce sera

au tour de Dakar, Louga, Saint-Louis, Matam, Kolda et Kédougou. Concernant les enseignements, les actions géométriques, les activités de mesure et les activités de résolution de problèmes seront introduites. Ainsi, le Paame 2 espère, à l'horizon 2025, faire passer le pourcentage d'élèves ayant atteint le seuil minimal de compétences en mathématiques de 29,8% à plus de 55% pour le Cp et de 28,6% à 60% pour le Ce2. Le coordinateur national du Paame, l'inspecteur Ibrahima Seck, s'est réjoui d'un programme qui met la communauté au cœur du système éducatif. « Au-delà des approches pédagogiques innovantes, ce projet favorise une appropriation de l'école par les communautés. Il a permis une augmentation du volume horaire, à travers le recrutement de facilitateurs communautaires qui interviennent durant les heures officiellement libérées (lundi, mercredi, vendredi soir) », a indiqué Ibrahima Seck. Selon lui, l'amélioration des apprentissages n'est pas exclusivement l'apanage des enseignants. Elle requiert, à son avis, une collaboration active entre les acteurs communautaires et l'équipe pédagogique au niveau de l'école.

L'inspecteur d'académie de Kaolack, Siaka Goudiaby, y voit une opportunité pour replacer les filières scientifiques et technologiques conformément à la décision 10 des Assises de l'éducation. M. Goudiaby soutient qu'il s'agit d'un programme qui démystifie l'enseignement des disciplines scientifiques, souvent craintes et réservées à des catégories d'élèves surdoués. « J'ai eu une appréciation très satisfaisante du Paame. Il permet de les enseigner, de manière très aisée, en faisant de sorte que ces matières souvent craintes soient attrayantes pour les élèves dès leurs plus jeunes âges », a déclaré l'Ia de Kaolack.

Demba DIENG



Séance de démonstration de l'apprentissage des mathématiques dans une école bénéficiaire du Paame à Nioro.

Nioro mise sur l'engagement communautaire

Après Kaolack, la délégation de la coopération japonaise s'est rendue, le lendemain, à Nioro. A cette occasion, une rencontre s'est tenue le 15 février avec l'inspecteur de l'éducation et de la formation, Mamadou Sow. L'acteur de l'enseignement est revenu sur les résultats de la phase 1 pour le département de Nioro. À l'en croire, il a été constaté, après test, un relèvement du niveau des élèves en mathématiques de 70 à 80%. Ainsi, pour la phase 2, qui vient de démarrer, une forte implication est attendue. Il a expliqué que la phase 2 du Paame reprend le volet communautaire, notamment sur les activités numériques.

Par la suite, la délégation s'est rendue à l'école Kolma Dior Dior de Nioro qui faisait partie des 5 écoles pilotes du Paame entre 2015 et 2019.

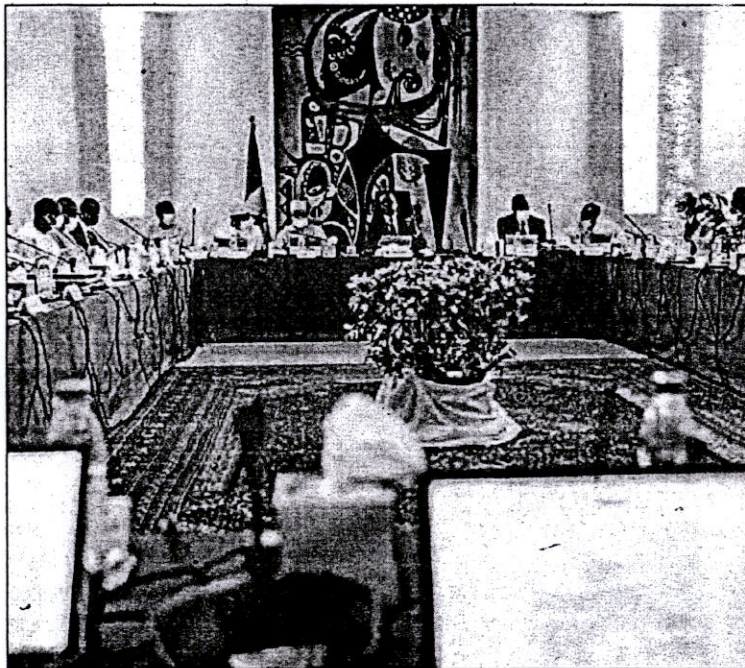
Au moment du bilan, le directeur de l'école, Moustapha Niane, a fait état d'excellents résultats enregistrés. À l'en croire, son école est passée de 15% d'élèves de Cp ayant la moyenne en Mathématiques à 82%. Pour la classe de Ce2, l'établissement est passé de 30 à 85%. Ainsi, il a estimé qu'avec la duplication du modèle, la tendance peut être inversée au profit des filières scientifiques et technologiques. « C'est un important programme avec de très bons résultats. Avec la dotation en matériels didactiques, en supports audiovisuels, les enseignants formés ont pu outiller les élèves. Si tout le département en bénéficie, la tendance peut être inversée au profit des filières scientifiques », a soutenu Moustapha Niane.

D. DIENG

ANALYSE

RETARD DANS LA FORMATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT Les ministres dans une situation inconfortable

Les Sénégalais sont à l'écoute du chef de l'Etat. Ils attendent, depuis le scrutin local du 23 janvier dernier, la formation du nouveau gouvernement avec à sa tête un Premier ministre. Cette longue attente met le gouvernement dans l'embarras. Les ministres sont dans un flou total.



Le gouvernement est dans l'expectative

Le retard dans la formation d'un nouveau gouvernement met les ministres dans une situation très inconfortable. Les ministres sont dans un flou total. Certes, ils continuent à se rendre dans leur bureau et à expédier les affaires courantes, mais ils ne savent plus sur quel pied danser, depuis la restauration dans l'architecture institutionnelle du poste de Premier ministre. « Les

Selon lui, tout cela devrait se répercuter sur l'efficacité dans le travail. Et c'est la raison pour laquelle, selon lui, il urge de nommer un Premier ministre qui va coordonner l'action de son gouvernement en appliquant la politique définie par le président de la République. « Dans nos pays où il y a beaucoup d'urgences à satisfaire, il n'y a point de temps à perdre », indique l'ancien

d'avoir un bilan satisfaisant et convaincant à présenter aux Sénégalais en général et aux électeurs en particulier.

C'est le 11 décembre que l'Assemblée nationale a voté à une écrasante majorité la modification constitutionnelle qui restaure le poste de Premier ministre. La formation du gouvernement était attendue au lendemain des élections locales du 23 janvier

COMMERCE

REHABILITATION DU MOLE 3 Le port de Dakar veut accroître le volume du trafic à 1,2 million de tonnes

Construit entre 1939 et 1969, le môle 3 du port de Dakar a été la plaque tournante régionale de la logistique, acheminant le fret au Sénégal et au Mali. Des décennies d'exploitation et de sous-investissement ont entraîné une diminution de l'efficacité de la manutention et même le risque d'effondrement. Les travaux de réhabilitation étaient urgents pour résoudre ces problèmes. Ce qui à coup sûr permettra de relancer et de développer les échanges entre le Sénégal et le Mali. Le Môle 3 une fois modernisé, pourra accueillir les navires d'une capacité critique de 35 mille tonnes et 190 mètres de long. Ce qui permettra d'accroître à terme le volume du trafic à 1,2 million de tonnes traitées contre 800 mille tonnes en 2018. C'est en tout cas ce qui est ressorti, hier, de la visite de chantier du projet de réhabilitation par une équipe de l'ambassade du Japon à Dakar à sa tête son Premier secrétaire Takita Yayoi.

D'un coup total de 22 milliards de Cfa en aide financière non remboursable décaissée

par le Japon, le projet vise à améliorer les conditions d'exploitation et va anticiper sur l'augmentation du trafic. Il va permettre d'étendre et de faciliter la logistique pour le Mali, tout en contribuant à la croissance durable du Sénégal et en renforçant sa connectivité. « Le Japon veut aider le gouvernement à améliorer la connectivité par rapport à son hinterland, le Mali. Le projet est dédié au trafic avec le Mali. Ce môle était en état de dégradation qui ralentissait l'acheminement des marchandises », déclare Abdoul Hamid Sy, le coordonnateur de la Cellule partenariats stratégiques et coopération internationale. Ce dernier qui parle pour le compte du Dg du Pad, souligne que c'est dans ce cadre, que la Jica a accepté d'accompagner le Sénégal. Selon lui, la réhabilitation de cette infrastructure permettra de renforcer les capacités du port mais également d'améliorer l'acheminement des marchandises vers le Mali.

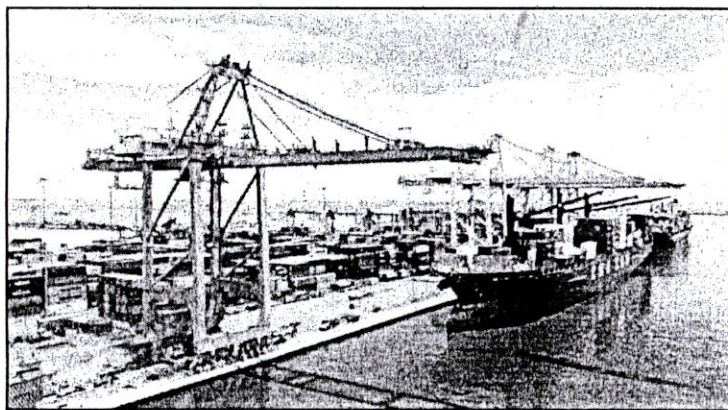
M. GAYE

Le chantier livré en mai 2022

Le bouclage des travaux du Môle 3 du Port autonome de Dakar (Pad), est attendu au mois de mai 2022. En réhabilitation depuis le mois de janvier 2019, les travaux de la dernière phase sont exécutés à 37%. Financée par la Jica à hauteur de 22 milliards de francs Cfa, la modernisation du Môle 3 va permettre d'accroître le volume des marchandises à destination du Mali à 1,2 million de tonnes, contre 800 mille tonnes en 2018.

Par Malick GAYE

Avec l'Aéroport international Blaise Diagne, le Sénégal s'est donné les moyens de se positionner comme hub de la sous-région. Une ambition que le Port autonome de Dakar (Pad) porte. En effet, dans le but d'intensifier sa manutention, le Pad fait peau neuve. Les travaux de réhabilitation du Môle 3 seront terminés au mois de mai prochain. Exclusivement dédié au trafic malien, il va augmenter considérablement ses



capacités. Bâti sur 2000 m², le Môle 3 ne pouvait recevoir que les navires de 22 mille tonnes. A termes, il va recevoir les navires d'une capacité critique de 35 mille tonnes et de 190 mètres de long. Cela va permettre d'accroître le volume du trafic à 1,2 million de tonnes, contre 800 mille tonnes en 2018. D'un montant de 20 milliards initialement, les travaux ont coûté 22 milliards Cfa à cause du ralentissement des activités par la pandémie sanitaire. D'ailleurs, la première phase du projet qu'est la construction des quais 31 et 32, est terminée. La deuxième phase est à 37% de taux d'exécution. Jeudi, une visite a été organisée au port pour constater l'état d'avancement des travaux. Financée par l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), la

réhabilitation du Môle 3 a commencé en janvier 2019. Les travaux ont été suspendus au mois d'avril 2020, à cause de la pandémie sanitaire. C'est en janvier 2021 que les travaux ont repris. *«Le Môle 3, une fois modernisé, va aider à augmenter le volume des marchandises à destination du Mali qui était en état de dégradation. Cela avait ralenti l'acheminement de la marchandise. C'est dans ce cadre que la Jica a accepté d'accompagner le gouvernement du Sénégal dans la réhabilitation de cette infrastructure, pour lui permettre de renforcer ses capacités»*, a déclaré Abdoul Khamit Sy, le directeur de la Coopération internationale du Pad.

mgaye@lequotidien.sn

France ont maintenant une meilleure connaissance de la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (Der/Fj), précisément du Fonds diaspora qui leur est dédié.

Les équipes de la structure dirigée par Papa Amadou Sarr, ont expliqué ce fonds et ses différents mécanismes, pour une meilleure maîtrise par la cible qui fait d'importants transferts de capitaux au Sénégal, dont très peu sont orientés vers des secteurs productifs.

La séance de présentation s'est tenue devant l'ambassadeur du Sénégal en France, Magatte Sèye, les différents consuls généraux en France, notamment à Paris, Marseille, Bordeaux et Lyon, des entrepreneurs et des jeunes et femmes sénégalais établis en France et nourrissant un projet entrepreneurial.

«Dans une salle archi-comble, ce qui témoigne de l'intérêt que la diaspora accorde à la Der/fj et ses produits, l'ambassadeur du Sénégal en France s'est dit heureux que la Der/Fj ait fait le déplacement à Paris et a fortement salué la création de ce fonds de 3 milliards de francs Cfa par an de la Der/Fj», rapporte un communiqué.

La Der/Fj veut sur cinq années, porter le montant du Fonds diaspora à 30 milliards de francs, au bénéfice des Sénégalais de la diaspora qui

socio-économique.

La rencontre de Paris était l'occasion pour Henry Guèye de Eyone et Bine Tamboura, deux Sénégalais basés en France et déroulant un projet au Sénégal avec l'accompagnement de la Der/Fj, de revenir sur leurs parcours entrepreneuriaux. Selon Henry Guèye, qui avant la pandémie du Covid-19 avait 32 employés, *«il y a un avant et un après la Der/fj pour les entrepreneurs du numérique»*. Henry Guèye et Bine Tamboura ont expliqué le long chemin qui les a conduits au succès, avec un accompagnement financier et non financier de la Der/fj.

Les Sénégalais de la diaspora ont posé leurs questions à la structure sur le Fonds diaspora et aussi ses autres produits.

Le Fonds diaspora de la Der/fj a été mis en place dans le cadre des efforts consentis par l'Etat du Sénégal, pour dynamiser la contribution de la diaspora dans l'économie nationale. L'objectif est de mobiliser les compétences des Sénégalais de la diaspora au service du développement local, d'encourager l'investissement des Sénégalais de l'extérieur au Sénégal et notamment dans leur localité d'origine et de soutenir la réinsertion des Sénégalais de retour au pays ou souhaitant revenir.

ksonko@lequotidien.sn

COOPÉRATION SÉNÉGAL/JAPON

La couverture sanitaire universelle, un point clé du partenariat

En marge de la première réunion semestrielle de suivi du partenariat, le Sénégal et le Japon ont parcouru les différents points de la coopération dans le domaine de la Santé. Les autorités des deux pays se sont réjouies de l'intervention conjointe, notamment dans la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle et de la santé de la mère et de l'enfant.

Pour une meilleure consolidation de la coopération et un suivi efficace des différents projets d'appui, l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) et le Ministère de la Santé de l'Action sociale ont décidé d'organiser, tous les six mois, une réunion de suivi du partenariat. La première session s'est tenue à Dakar hier. Elle a été l'occasion pour les différentes parties d'apprécier les impacts dans plusieurs domaines dont la Couverture sanitaire universelle (Csu). Dans cette politique de protection sociale, l'apport de la coopération japonaise est significatif, selon le secrétaire du Ministère de la Santé, Alassane Mbengue. « Le Japon accompagne le système sanitaire sénégalais. Il a beaucoup contribué à la réussite de la politique de couverture de maladie universelle à travers le programme "Dolel Cmu". Rien que pour la deuxième phase, sa contribution est estimée à 75 milliards de FCfa », a-t-il indiqué.

À l'en croire, l'autre volet important est la santé de la mère et de l'enfant. À ce niveau, M. Mbengue s'est réjoui d'un partenariat exemplaire qui a abouti à plusieurs réalisations. « Pour ce qui est de la santé de la mère et de l'enfant, nous pouvons aussi nous réjouir de la construction du Centre d'application pour la santé de la mère et de l'enfant à l'École nationale de développement sanitaire et social », a-t-il cité. À ces projets, s'ajoutent, d'après lui, les importants programmes d'équipements des structures hospitalières et les investissements dans le capital humain avec la formation des agents de santé et le transfert de technologie. « L'accompagnement du Japon consiste également à la formation de techniciens et agents de santé et à l'équipement de nos structures sanitaires. Globalement, nous sommes satisfaits de cette collaboration. D'importants acquis ont été enregistrés », a expliqué le secrétaire général du ministère de la Santé et de l'Action sociale.



Le Japon a contribué à la construction du centre d'application pour la santé de la mère et de l'enfant.

Le défi est de lever les contraintes et de pérenniser le partenariat autour des objectifs tels qu'un meilleur suivi des projets, plus d'efficacité dans les actions et l'harmonisation des interventions.

Le chargé d'affaires de l'Ambassade du Japon au Sénégal, Nakajima Daisuke, s'est félicité du dynamisme de la coopération entre les deux pays, notamment dans le secteur de la santé. « La santé concerne directement la sécurité humaine et est, depuis toujours, un des domaines prioritaires de la coopération du Japon au Sénégal. L'accent est mis sur l'aménagement ou la réhabilitation d'infrastructures, la fourniture d'équipements et la formation des ressources humaines. Je

rappelle également que la promotion de la couverture sanitaire universelle en Afrique est l'un des principaux engagements du Japon lors du Tcad 73 », a déclaré M. Daisuke.

Selon lui, les progrès du Sénégal dans ce domaine font que le Japon « souhaite l'offrir en modèle de promotion aux autres partenaires africains ».

Demba DIENG

COOPERATION Gestion des projets financés par le Japon dans le domaine sanitaire

Un Comité de pilotage intégré mis en place

Un Comité de pilotage intégré de la coopération japonaise a été mis en place. La structure va gérer tous les projets financés par le Japon dans le domaine de la santé et structurés dans le Programme d'appui à la Couverture sanitaire universelle.

Par Malick GAYE

Pour plus d'efficacité, une plus grande complémentarité entre les projets financés par la coopération japonaise et l'harmonisation de ses interventions, l'Etat du Sénégal a mis en place un Comité de pilotage intégré de la coopération japonaise (Cpicj). Lequel cherchant une plus grande efficacité, va se réunir deux fois par an en vue d'évaluer les nombreux projets financés dans le domaine de la santé. «Nous avons un comité de pilotage pour chaque projet. Cela ne nous permettait pas

de suivre de manière rapprochée l'exécution de ces projets. Nous avons décidé de mettre en place ce comité, qui se réunit 2 fois par an. Chaque coordonnateur de projet expose l'état d'exécution. Cela va générer plus de complémentarité et une meilleure harmonisation des différentes interventions», a justifié Alassane Mbengue, Secrétaire général du ministère de la Santé et de l'action sociale, hier, lors de la cérémonie officielle de lancement du Cpicj.

Estimé à 75,3 milliards de francs Cfa, l'appui nippon pour la santé au Sénégal est structuré dans le Programme d'appui à la Couverture sanitaire universelle. Ce montant est financé comme suit : 12,4 milliards de francs Cfa pour 9 projets dans le domaine de la coopération technique, un prêt concessionnel de 50 milliards de francs Cfa, une coopération financière non remboursable par l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), 3,8 milliards de francs Cfa de l'ambassade

du Japon non remboursable et 2,145 milliards de francs Cfa de don via les organisations internationales.

Si le Japon est autant généreux dans le domaine de la santé, c'est parce qu'il soutient le développement économique du Sénégal qui doit passer par une santé publique optimale. C'est dans cette logique que la coopération nippone se concentre sur une couverture de santé universelle. Ainsi pour l'appui à la Couverture sanitaire universelle dans sa deuxième phase, le Japon entend aider le Sénégal à développer les infrastructures à travers des composantes souples basées sur son expérience. C'est dans cette logique qu'il faut comprendre le Projet



Abdoulaye Diouf Sarr, ministre de la Santé et de l'action sociale

d'appui au renforcement du système de santé (Parss) et la construction du Centre d'application pour la santé de la

mère et de l'enfance à l'Ecole nationale de développement sanitaire et social (Endss).

mgaye@lequotidien.sn

Accès des femmes au foncier

La campagne S4hl lancée au Sénégal

La campagne Stand for her land (Debout pour sa terre) a été lancée hier par l'Alliance nationale

